



INFOS

Mercredi 07 août 2024



[Le président de la République préside la cérémonie de distinction des meilleurs lauréats du Baccalauréat et du BEM.](#)



Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, mardi au Palais du Peuple (Alger), la cérémonie de distinction des meilleurs lauréats du Baccalauréat et du Brevet d'enseignement moyen (session juin 2024), à qui il a remis des médailles, des cadeaux et des récompenses financières.

La cérémonie s'est déroulée en présence de hauts responsables de l'Etat et de membres du Gouvernement, ainsi que des familles des lauréats distingués.

Le président de la République a ainsi honoré le meilleur bachelier au niveau national, Mohamed Amine Mokrane du Lycée Belkebir-Abdelkader (wilaya de Tipasa), qui a obtenu une moyenne de 19,62 (filière Mathématiques), la deuxième meilleure bachelière Rahab Maria Ines du Lycée Colonel Lotfi (wilaya d'Oran), qui a obtenu une moyenne de 19,54 (filière Sciences expérimentales), et la troisième meilleure lauréate du Baccalauréat Oulem Wissal du Lycée Frères-Achi (wilaya de Khenchela), qui a obtenu une moyenne de 19,52 (filière Sciences expérimentales).

Le président de la République a également distingué le bachelier Kellouche Djedid Ryad de l'Ecole des Cadets de la Nation Chahid Hamdani-Adda, dit Si Othmane (wilaya d'Oran), qui a obtenu une moyenne de 19,10 (filière Mathématiques).

Dans la catégorie des personnes aux besoins spécifiques, la bachelière Hadjer Chergui (wilaya de Batna) qui a obtenu une moyenne de 17,87 (filière Sciences expérimentales), la bachelière Lachlah Alaa (wilaya d'El Oued) qui a obtenu une moyenne de 17,69 et le bachelier Chems Eddine Aribi (wilaya de Médéa) qui a obtenu une moyenne de 16,63 (filière Lettres et Philosophie) ont aussi été distingués par le président de la République.

Pour le Brevet d'enseignement moyen (BEM), le président de la République a honoré les meilleurs lauréats au niveau national, à savoir Zeghrar Lyna du CEM Mohamed-Azzouz (wilaya de Laghouat), qui a obtenu une moyenne de 19,94, Khitous Hadil du CEM Daoudi-Salah de Ras El Aïoun (wilaya de Batna), qui a obtenu une moyenne de 19,92, et Chahd Nour El Houda Zaoui du CEM Colonel El Haouès (wilaya de M'Sila), qui a obtenu une moyenne de 19,87.

Le président de la République a également honoré les meilleurs lauréats du BEM dans la catégorie des personnes aux besoins spécifiques, à savoir Doua Touhami (wilaya de Sétif) qui a obtenu une moyenne de 18,08, Brahim Ben Ahmed (wilaya de Mila) qui a obtenu une moyenne de 17,89 et Mohamed Amer (wilaya d'Alger) qui a obtenu une moyenne de 17,54.

Le président de la République a, par ailleurs, distingué l'élève Derrache Chemseddine Abdelali, qui a offert à l'Algérie sa première médaille d'or aux 65e Olympiades internationales de mathématiques et qui a obtenu son Baccalauréat, cette année, avec une moyenne de 18,05 (mention Excellent).

Les premiers lauréats dans chaque filière à l'échelle nationale ont eux aussi été honorés par le président de la République.

A cette occasion, le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belaabed, a prononcé une allocution dans laquelle il a remercié le président de la République d'avoir "présidé cette cérémonie de distinction placée sous son haut patronage", lui exprimant sa gratitude pour "l'intérêt particulier qu'il attache à l'Ecole algérienne". Ces indicateurs augurent d'"un avenir prometteur pour l'Education et les enseignants", a-t-il dit.

Le ministre s'est également félicité de "l'amélioration historique" des résultats des examens scolaires cette année, faisant remarquer que "les résultats de la session 2024 sont les meilleurs depuis l'indépendance, quantitativement et qualitativement".

M. Belaabed a en outre salué "les réalisations stratégiques et historiques accomplies dans le secteur de l'Education, notamment dans les domaines pédagogique et éducatif, ainsi que dans le volet socioprofessionnel", soulignant que "ce qui a été réalisé en peu de temps l'a été grâce au programme du président de la République, qui a mis à disposition les moyens et mis en place les mécanismes permettant d'améliorer les performances".



Chargé par le président de la République, Attaf prend part mercredi à la réunion ministérielle extraordinaire de l'OCI

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, est arrivé, mardi à Djeddah (Arabie saoudite), pour prendre part à la réunion ministérielle extraordinaire de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) prévue mercredi, indique un communiqué du ministère.

Les travaux de cette réunion porteront sur "les crimes incessants commis par l'occupation israélienne contre le peuple palestinien et ses atteintes à la souveraineté de la République islamique d'Iran", sur fond d'"une escalade dangereuse et sans précédent" de la situation au Moyen-Orient en raison des pratiques belliqueuses de l'entité sioniste tous azimuts et sur plusieurs fronts", précise le communiqué.

La participation de l'Algérie à cette réunion "s'inscrit dans le cadre de ses efforts et démarches en faveur de la cause palestinienne et de sa solidarité constante avec les pays et les peuples voisins de la Palestine face aux agressions flagrantes commises par l'occupation de peuplement israélienne", selon la même source.

En marge de cette réunion, M. Attaf aura des rencontres bilatérales avec nombre de ses homologues des pays arabes et musulmans présents, a conclu le communiqué.

Assurances: signature d'une convention cadre entre la CNMA et l'ONTEA

La Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) et l'Office national des travaux éducatifs et de l'Apprentissage (ONTEA) ont signé une convention cadre de partenariat pour l'assurance de l'activité et du patrimoine agricole de l'ONTEA, indique mardi un communiqué de la CNMA.

Paraphée lundi au siège de la CNMA par le directeur général de la CNMA, Cherif Benhabiles, et le directeur général de l'ONTEA, Abdelghani Amiar, cette convention fixe les conditions et modalités d'assurance que la CNMA et son réseau offriront pour couvrir les activités de l'ONTEA à travers les wilayas du pays, explique la même source, précisant que des conventions spécifiques d'assurance seront signées entre les Caisses régionales de la Mutualité Agricole (CRMA) et l'ONTEA pour chaque site de production.

Ainsi, la CNMA s'engage à couvrir l'ensemble des risques inhérents aux activités de l'ONTEA à des conditions préférentielles, et à proposer son expertise pour l'accompagnement technique de l'assuré, l'évaluation et l'actualisation du patrimoine agricole, ainsi que la prévention et la protection des biens assurés. Les polices d'assurance seront établies dans un délai d'un mois.

L'ONTEA s'engage, quant à lui, à souscrire des polices d'assurance pour ses activités et son patrimoine agricole et à fournir toutes les informations nécessaires à l'établissement des contrats d'assurance, a fait savoir le document.

Cette convention marque le début d'une "alliance stratégique" visant à améliorer les performances techniques dans la gestion des assurances agricoles, selon la CNMA, qui annonce que l'ONTEA vise à augmenter le nombre de travailleurs pénitentiaires dans les ateliers agricoles et de production interne, en offrant une formation adéquate.

L'ONTEA, établissement public à caractère industriel et commercial sous la tutelle du ministère de la Justice, compte plus de 6000 hectares d'ateliers agricoles et divers ateliers de production. L'office prévoit d'ouvrir 40 nouveaux ateliers d'ici 2029 et de créer 10 élevages de volailles spécialisés dans la production d'œufs, selon le communiqué.

À J-8 du début de la campagne électorale

Les états-majors affinent leurs stratégies

Chaque candidat a ses atouts. Il lui reste à bien en user pour convaincre les électeurs.

Brahim Merad, Ahmed Sadok et Djamel Belloul sont les directeurs de campagne des trois candidats en course pour la magistrature suprême. Dans tout processus politique majeur lié à l'importance du scrutin, la désignation du chef d'orchestre de «la symphonie électorale»

constitue la touche finale au dispositif devant permettre aux messages de candidats de parvenir à un maximum de citoyens. Cela pour dire que les états-majors sont censés, dans les tout prochains jours, élaborer leurs tactiques, à l'image des armées qui se lancent à la conquête de territoires. Dans le cas présent, il s'agit principalement des voix de millions d'électeurs.

À chaque équipe de campagne sa stratégie, mais l'on peut d'ores et déjà affirmer que ces stratégies vont se recouper sur les espaces et les modules de communication qui seront mis en oeuvre pour atteindre leurs objectifs. Il reste, cependant, une importante marge dans l'appréciation des campagnes au regard de l'ingéniosité des équipes de communication. Les outils du moment offrent un très large spectre de canaux à exploiter et, au-delà, l'ingéniosité des ingénieurs sera tout aussi cruciale que le discours politique qu'elle est censée véhiculer. Brahim Merad, Ahmed Sadok et Djamel Belloul miseront certainement beaucoup sur les nouvelles technologies pour frapper les imaginaires. Si la bataille se déroulera sur le terrain des programmes et des idées, les armes qu'utiliseront les candidats seront essentielles pour optimiser les messages.

À J-8 jours du début de la campagne électorale, il est clair que les trois candidats, Youcef Aouchiche, Abdelmadjid Tebboune et Abdellali Hassani, partent à égalité sur le plan de l'usage des moyens technologiques. Les directions des campagnes n'auront objectivement aucune difficulté à réunir les compétences humaines et le matériel nécessaire pour animer une très bonne campagne sur les réseaux sociaux. La différence ne sera pas dans les plate-formes, mais dans la perspicacité des équipes. Ce seront les ressources humaines qui vaudront de l'or dans cette campagne qui s'annonce, prioritairement «technologique». Il reste que l'ingéniosité des directeurs de campagne n'est pas seulement dans le management d'une équipe pluridisciplinaire qu'il faudra mettre en ordre de marche pour donner toutes ses chances aux candidats, il y a également les qualités intrinsèques de ces derniers qui entrent en ligne de compte. Le charisme, la prestance, le «savoir-dire» constituent des éléments déterminants dans le choix des électeurs, au-delà des programmes et promesses électorales. L'autre facteur décisif dans la bataille politique que se mènent les trois candidats est forcément le poids des appareils politiques qui soutiennent les candidats. En cela, force est de constater que Abdelmadjid Tebboune bénéficie du soutien direct de deux grands partis que sont le FLN et le RND, véritables machines électorales, auxquelles s'associent de nombreuses petites formations politiques et des organisations de la société civile. Il reste que Abdelmadjid Tebboune fait face à deux candidats, dont les partis peuvent se targuer d'être, eux aussi, des machines électorales au sens plein du terme. Ils ont mené de nombreuses «batailles» ces trente dernières années. Le FFS de Youcef Aouchiche connaît parfaitement les rouages des campagnes et ses militants excellent dans le travail de proximité. Ils ont la force de la conviction et l'intelligence du discours. Ils partent avec un passif positif du fait du respect qu'inspire le fondateur du FFS, feu Hocine Aït Ahmed, auprès de l'ensemble de la société algérienne. Le MSP de Abdellali Hassani n'est pas en reste. Ces militants ont, eux aussi, de qui tenir. Le défunt Mahfoud Nahnah, fondateur du mouvement, constitue, lui aussi, l'une des références politiques de la démocratie algérienne. Sous sa direction, le MSP a intégré l'alliance présidentielle et a démontré des compétences dans la gestion par le biais des ministères dont il a hérités. Cette expérience en a fait «un parti de gouvernement» qui peut développer un discours rationnel et mener une politique raisonnable.

Cela pour dire que chaque candidat a ses atouts. Il lui reste de bien en user pour, d'abord convaincre un grand nombre d'électeurs d'aller voter et, ensuite, rafler la majorité des suffrages. À huit jours de l'entame de la campagne électorale, force est donc d'admettre que la bataille se mènera sur plusieurs terrains. Et chaque espace de confrontation a son importance, son public et ses messages. Les directeurs de campagne ont la lourde mission de bien cibler chaque public et d'en tirer le meilleur, à savoir l'amener vers l'urne.



El Hadjar enchaîne les plans de charge

Signature d'un accord-cadre avec Ikam Auto Algérie

Se déployant sur tous les fronts, le complexe Sider d'El Hadjar est en plein regain de confiance de la part de potentiels et fidèles clients. En effet, du secteur pétrolier, gazier et énergétique, Sider El Hadjar vient de marquer (de) son empreinte le secteur de l'automobile. Selon les informations apportées sur le compte Facebook de la direction générale du complexe, Sider El Hadjar a signé mercredi dernier, un accord -cadre, avec Ikam Auto Algérie, domicilié dans la wilaya de Tizi Ouzou. La convention consiste en la livraison de tôles laminées à chaud, destinées à la fabrication de plaquettes de freins pour les véhicules légers et lourds, a annoncé la même source. Celle-ci a indiqué que deux commandes de ce produit ont, auparavant, été livrées à Ikam Auto Algérie, qui s'est pleinement engagée dans la production de plaquettes de freins, qui représentent 70% d'intégration de ce genre de pièces de rechange de véhicules de tourisme et utilitaires. La satisfaction d'Ikam Auto Algérie quant à la qualité supérieure du produit de Sider, vient, une fois de plus, confirmer le savoir-faire des métallurgistes d'El Hadjar, via une commande de 4 000 t/an de tôles laminées à chaud. Selon la page officielle Facebook de Sider El Hadjar, une séance de travail a été tenue au siège de la direction du complexe. Ont pris part à cette réunion Karim Boulaïoune, président-directeur général du complexe Sider (P-DG) et le président-directeur général (P-DG) de l'entreprise Ikam Auto Algérie, Aït Ahmed Kaïs. Ont également assisté ces travaux, les directeurs commerciaux des deux sociétés respectives. Lors de la rencontre, le P-DG de l'entreprise Ikam Auto Algérie a affiché sa satisfaction pour la qualité des deux premières commandes, est-il mentionné par la même source. Cette dernière a fait savoir que le client a affirmé que les plaquettes de freins fabriquées avec la tôle laminée sortie de l'unité Laminage à chaud (LAC) du complexe Sider El Hadjar, sont actuellement commercialisées sur le marché national. Une reconnaissance qui a donné lieu à la conclusion de cet accord -cadre annuel, dont l'objectif porte sur la promotion des relations commerciales entre l'entreprise Sider d'El Hadjar et son client, Ikam Auto Algérie. De par cet accord, Ikam Auto Algérie est devenu l'un des clients éventuels et privilégiés de Sider Annaba, celle-ci appelée, sur la base des clauses de ce contrat, à garantir et à assurer l'approvisionnement d'Ikam Auto en ses besoins annuels en tôles laminées à chaud, destinées à la fabrication des plaquettes de freins. Ainsi, avec cet autre accord -cadre, le complexe Sider d'El Hadjar cumule les commandes, assurant par là, un plan de charge conséquent susceptible de booster le plan de développement du complexe et la réhabilitation de son activité industrielle, afin de

«colmater les brèches qui appelaient à sa liquidation et à sa fermeture». a priori, la décadence du géant de l'acier a, certes, quelque peu trop duré, occasionnant, outre les pertes, l'agonie de ses équipements. Ceux-là, qui avaient été disqualifiés de la course à la production, en raison de leur détérioration due à l'exploitation abusive du partenaire Indien et surtout au manque d'entretien et de rénovation, durant la décennie de partenariat, qualifiée de fiasco. Une période durant laquelle la mise à «mort» du fleuron de l'industrie avait été décrétée par plus d'un. Le géant d'acier aux pieds d'argile, comme ils l'avaient surnommé, s'est redressé et renaît de ses cendres. N'ayant pas cédé sous l'effet des malversations, détournements, actes de sabotage et endettement, l'emblématique complexe d'El Hadjar a, une nouvelle fois, relevé la tête, et s'est lancé un défi pour récupérer son trône sur la scène économique industrielle locale, et nationale surtout. Un exploit dont le soutien des pouvoirs publics et la volonté des métallurgistes en sont les acteurs principaux.



Réduire la facture des importations Le « made in bladi» en plein essor

Les familles algériennes consomment de plus en plus de produits locaux qui commencent à s'exporter.

Sous la présidence de Abdelmadjid Tebboune, l'Algérie connaît une véritable révolution industrielle. Cette transformation, marquée par l'innovation et la détermination, repose sur une vision audacieuse visant à réduire les importations et à augmenter les exportations hors hydrocarbures. En 2019, les exportations non liées au pétrole et au gaz s'élevaient à seulement un milliard de dollars. En 2023, ce chiffre a bondi à sept milliards de dollars. Parallèlement, la facture des importations a chuté de 60 milliards à 44 milliards de dollars. Cette évolution impressionnante est due à la résurrection du «made in bladi». Cette croissance remarquable illustre le succès de la stratégie de diversification économique du président Tebboune. Un exemple frappant est celui de l'industrie pharmaceutique. Jadis dépendante des importations, l'Algérie a réduit de moitié sa facture de médicaments, passant de deux milliards à 1,2 milliard de dollars. Aujourd'hui, 70% des besoins en médicaments sont couverts par la production nationale, contre moins de la moitié auparavant. Les médicaments algériens commencent également à s'exporter, atteignant 13 millions de dollars en 2023. Les pharmacies du Sénégal et de la Mauritanie sont désormais bien approvisionnées en médicaments algériens, ce qui témoigne de leur qualité et de leur compétitivité. Mais l'industrie pharmaceutique n'est pas un cas isolé. La dernière foire de la production nationale a été une vitrine de cette nouvelle dynamique. Les vastes allées de l'événement mettaient en lumière des produits d'une qualité exceptionnelle, allant de l'ameublement aux produits agroalimentaires. Le «made in Algérie» gagne en popularité. Par exemple, les meubles rivalisent maintenant avec les produits importés en termes de design et de qualité, tout en étant plus abordables. Les foyers algériens peuvent s'offrir des meubles dignes des grands catalogues de décoration, avec des salons élégants, des lits capitonnés et des cuisines sophistiquées. Le secteur agroalimentaire, les vêtements et même les cosmétiques connaissent également une croissance significative. Les familles algériennes consomment de

plus en plus de produits locaux, séduites par leur qualité et leur prix compétitif. Les cosmétiques algériens, par exemple, ont rapidement gagné du terrain face aux produits importés. Certains ont même fait sensation à l'étranger, grâce aux réseaux sociaux et à la diaspora algérienne. A l'image de la pâte à tartiner El Mordjan de Cebon. Elle rivalise avec la célèbre Nutella et conquiert de nouveaux marchés. En Afrique, des pneus Iris aux climatiseurs Condor, en passant par les écrans Stream et les produits agroalimentaires, les produits algériens deviennent des références incontournables. Cette montée en puissance de la production nationale est le fruit des nombreuses réformes et des encouragements initiés par le président Tebboune. De plus, la nouvelle loi sur les investissements attire de plus en plus d'investisseurs, locaux et étrangers, ce qui devrait permettre au produit algérien de franchir un nouveau cap! Les chiffres sont parlants et confirment cette dynamique économique sans précédent en Algérie. En un an et demi, près de 7500 projets ont été répertoriés par l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI). De plus, des centaines de projets avec des investisseurs étrangers ont été enregistrés, comme «Bladna», qui vise à créer des fermes d'élevage intégrées de vaches laitières et de production de lait en poudre. Ce qui doit faire de l'Algérie comme le premier pays du continent à fabriquer ce produit vital. D'autres projets de grande envergure sont en cours d'étude, tels que celui du groupe malaisien «Lyon» avec 8 milliards de dollars d'investissements. La dynamique est donc enclenchée. Un nouveau cap est franchi. Le miracle algérien est en marche...



Gestion des projets structurants Les grands groupes publics à la rescousse

La création de ces deux groupes obéit à une nouvelle vision dans la manière de gérer les grands dossiers stratégiques.

Il y a quelques années de cela, les différents projets inscrits dans le cadre de la relance et de la croissance économique, étaient en proie à des difficultés inextricables récurrentes. Malgré les importantes affectations budgétaires allouées, ainsi que les ressources humaines et matérielles énormes mobilisées, ces projets d'envergure pataugeaient sur place, des années durant. Les dysfonctionnements et les anomalies qui prenaient en otage l'essor national étaient multiples et incompréhensibles. Depuis peu, l'Algérie commence à rompre de manière radicale avec ces pratiques et ces situations loufoques, ô combien préjudiciables pour l'économie nationale. Une nouvelle manière de penser la gouvernance et la gestion des grands projets L'une des voies salutaires empruntée par le président Tebboune, afin de remédier à cette fâcheuse situation et d'imposer, de nouveau rigueur, discipline et perspicacité a été de recentrer les objectifs, de mobiliser les énergies et les moyens et de réinventer la bonne gouvernance. Il y a un jour à peine, sur injonction du président de la République, le Premier ministre vient de sceller la décision de mise en place d'un nouveau groupe public chargé des travaux maritimes. Le groupe qui s'appellera désormais, groupe des travaux maritimes (GTM), aura à charge la «réalisation des investissements projetés dans le cadre du développement des infrastructures maritimes devant accompagner la dynamique que connaît l'économie nationale, notamment dans son volet relatif à la promotion des exportations hors

hydrocarbures». Le groupe viendra en appui pour renforcer le potentiel à l'export, dans le cadre de la nouvelle politique de diversification des exportations hors hydrocarbures. Les enceintes portuaires étant à l'origine de contraintes et de lenteurs préjudiciables, freinant l'élan des exportations hors hydrocarbures et les objectifs y afférents. Il y a quelques mois aussi, un autre groupe a vu le jour dans le secteur des chemins de fer. Il s'agit du groupe public de construction ferroviaire créé, dans la perspective de consolider les projets structurants d'envergure ordonnés par le président Tebboune. Le programme de maillage ferroviaire, à travers l'ensemble du territoire national, décidé par le président de la République requérant une importance stratégique de premier ordre. L'approche du Président émane d'une vision prospective visant «à restructurer et à développer le secteur public en matière d'étude et de réalisation d'infrastructures ferroviaires», entre autres. D'aucuns se rappellent le coup de gueule de Tebboune, lors d'un Conseil des ministres quant à la cadence, les lenteurs et les retards énormes qui entachent la gestion des projets de réalisation des grands projets du rail. Depuis, les choses semblent rentrer dans l'ordre et des progrès sont même enregistrés dans l'évolution des chantiers et l'aboutissement des projets. La création de ces deux groupes obéit à une nouvelle vision dans la manière de gérer les grands dossiers, en relation avec le plan de croissance de l'économie nationale. Le renforcement des capacités nationales de réalisation et d'ingénierie dans différents domaines, figure également parmi les objectifs prioritaires de cette approche visionnaire. La mise en place de pareils groupes, vise aussi une mobilisation optimale des potentialités, des ressources et des compétences et favorise une meilleure gouvernance des grands projets structurants. La mise en place d'un Office national de l'agriculture saharienne, ainsi que le lancement d'un plan de restructuration du Groupe de transport terrestre de voyageurs «Transtev», participent de cette approche visant à reconfigurer le secteur public et les infrastructures ferroviaires, pour une optimisation de la gestion et une meilleure perspicacité dans la coordination globale. Il est important de souligner qu'aujourd'hui, l'Algérie est en passe de ressusciter son expérience avec le gigantisme des années 70, où les grands complexes industriels avaient vu le jour, faisant la part belle aux projets économiques les plus invraisemblables. Durant cette époque-là, de grands groupes publics avaient simultanément fait leur apparition, pour accompagner la dynamique d'antan. En faisant appel à ce mode de gestion, Tebboune entend imprégner un nouvel élan à la gestion des grands projets structurants.



Ils fabriquaient de faux billets de 1 000 DA : Trois individus arrêtés à Ouadhias.

Les éléments de la police judiciaire de la daïra d'Ouadhias, une quarantaine de kilomètres au sud-est du chef-lieu de la wilaya de Tizi Ouzou, viennent de mettre un terme aux activités d'un réseau spécialisé dans le trafic de faux billets. Le groupe, affirme la police judiciaire dans un communiqué, était composé de trois personnes âgées entre 44 et 50 ans. Les mis en cause fabriquaient des billets de 1000 dinars qu'ils écoulaient sur le marché. L'arrestation de ces derniers, ajoute le même communiqué, a permis la récupération d'une somme de 45 000 dinars en faux billets, ainsi que le matériel et les équipements utilisés. Les services de la police judiciaire compétents précisait en effet qu'ils ont pu récupérer le matériel informatique utilisé

dont un micro ordinateur, des imprimantes et d'autres équipements. Un véhicule familial faisait aussi partie du lot saisi à l'arrestation. Présentés au parquet de Draâ El Mizan, les trois individus sont poursuivis pour faux et usage de faux et fabrication de faux billets.



8 principales banques britanniques menacées de faillite

Les huit principales banques britanniques pourraient être liquidées en cas de crise sans risque systémique pour le système financier, a estimé, hier, la Banque d'Angleterre (BoE) dans sa deuxième évaluation de leurs plans de faillite, ou «testaments». L'institution monétaire tire cette conclusion de son évaluation des plans des banques dits de résolution, également appelés «testaments», qui décrivent leurs stratégies respectives pour une fermeture ordonnée en cas de faillite ou de difficultés financières importantes. Standard Chartered est la seule des huit banques évaluées présentant des «lacunes» concernant ses capacités de planification de sa restructuration. Outre Standard Chartered, 7 autres banques ont été testées: Barclays, HSBC, Lloyds, Nationwide, NatWest, Santander et Virgin Money. En 2022 déjà, lors de sa première évaluation des banques britanniques, la BoE avait estimé que les 8 principales firmes n'étaient plus «too big to fail», ou trop grosses pour échouer car leurs faillites ne présenteraient pas un risque systémique.



3 milliards de dinars pour le développement local à Aïn Defla

Un montant de près de 3,3 milliards de dinars a été consacré en 2024 pour la réalisation de 280 opérations de développement à travers les communes de la wilaya d'Aïn Defla. Les 280 opérations ont été inscrites dans le cadre du programme d'aide au développement socio-économique des collectivités locales alors que 12 opérations ont été déjà clôturées. La part du lion revient au secteur des ressources en eau avec 115 projets, suivi des travaux publics avec 83 opérations et du secteur de l'éducation nationale et de la formation professionnelle avec 18 opérations, tandis que plusieurs autres secteurs se partagent les dizaines de projets restants. Le programme en question consiste en la réalisation de différents projets de développement, à l'instar des réseaux d'alimentation en eau potable, des classes de cours, des salles de soins, des aires de jeu et l'aménagement du réseau routier.



8 465 projets enregistrés depuis 2022 : La stratégie gagnante de l'Aapi

Les investissements, que l'Agence œuvre à concrétiser, sont une réalité tangible.

Confirmant son ancrage dans l'économie nationale, et son rôle central en matière d'investissement, l'Aapi, clôture l'exercice du mois de juillet avec plus de 8.465 projets d'investissement d'un montant global de 3 840 milliards DA, comme volume global des investissements depuis sa création en 2022. C'est du moins ce qu'a révélé le directeur général M. Rekache, lors du séminaire tenu dans la wilaya de Saida que «ces investissements, que l'Agence oeuvre à concrétiser, seront une réalité tangible, qui contribuera à atteindre les grands objectifs économiques fixés par les plus hautes autorités du pays, afin d'atteindre les taux de croissance économique les plus élevés». Il faut dire que ces investissements contribueront à l'édification d'un tissu de petites et moyennes entreprises, destinées à porter à bras-le-corps les actions de réformes et les programmes de développement. D'où l'importance des mécanismes et des mesures mis en oeuvre par l'Aapi pour accompagner et soutenir les porteurs de projets, et les investisseurs, locaux et étrangers. Durant la même période, il y a lieu de noter, que l'Aapi a enregistré 154 projets initiés par des opérateurs étrangers, dont 55 investissements directs étrangers (IDE) et 99 autres dans le cadre du partenariat. Une avancée qui renseigne sur l'amélioration des processus d'investissement, centralisés au sein de l'agence, pour offrir aux opérateurs économiques, les conditions optimales pour lancer leurs projets et développer leurs activités. À ce titre, l'Aapi s'est positionnée comme une base incontournable pour l'activation de nouveaux leviers économiques. Elle occupe, à ce titre, une place stratégique dans l'ossature de l'économie nationale, dans la mesure où elle approvisionne les secteurs en phase de relance, en ressources de production, à travers un volume conséquent d'entreprises et de projets. une position qui lui permet d'assurer un suivi rigoureux de l'évolution des indicateurs économiques, et de constituer une banque de données, pour orienter et aiguiller les investisseurs, à l'image des mesures de classification initiés récemment. Dans cette configuration, les actions de l'agence prennent une importance particulière dans l'établissement des feuilles de route et des plans d'action, dédiés aux programmes de développement. Ces derniers seront appuyés par une cartographie pour l'investissement, qui définit les priorités et permet de cibler les domaines d'activité et les régions à promouvoir. C'est précisément à ce niveau que le volume de l'investissement enregistré, constitue un élément de base dans la nouvelle politique économique, dans la mesure où il permet d'établir des prévisions fiables, et d'évaluer les besoins de la transition économique. cela étant, pour que ces évaluations se transforment en réelles perspectives de croissance, les projets enregistrés doivent se concrétiser et produire des résultats d'exercices probants. Autrement dit, les projets réalisés devraient avoir un impact considérable sur la relance des secteurs stratégiques, à travers des rendements plus que positifs, une nette évolution des taux d'intégration, une amélioration des processus de production, et de transformation. Dans ce sens, l'ensemble des actions et des résultats permettront d'atteindre une stabilité économique et financière, et des assises fortes pour préserver et valoriser les arguments de la nouvelle dynamique économique.

Consultation des opérateurs de l'export : La nouvelle approche de la Banque d'Algérie.

Longtemps réclamée, l'implication des opérateurs économiques dans la prise de décision concernant les opérations liées à l'export prend forme, et ce à travers la nouvelle démarche de la Banque d'Algérie. Cette dernière a réuni des acteurs économiques et financiers dans le cadre d'une rencontre sur l'exportation. Le règlement 14-04, fixant les conditions de transfert de capitaux à l'étranger au titre de l'investissement à l'étranger par les opérateurs économiques de droit algérien, a été examiné lors de cette réunion, qualifiée de première.

L'initiative de la Banque d'Algérie de réunir des associations professionnelles concernées par l'exportation a été saluée par les participants. « C'est une excellente initiative. C'est la première fois que la Banque d'Algérie consulte les gens du terrain », a indiqué au *Jeune Indépendant* Ali Bey Nasri, consultant et formateur à l'export, soulignant l'importance de ces rencontres, qui sont une occasion de prendre connaissance des préoccupations des professionnels, de leurs propositions mais, surtout, de prendre en charge et faciliter l'installation des entreprises algériennes ainsi que l'ouverture des bureaux de représentation à l'étranger.

Ali Bey Nasri, qui a pris part à cette réunion, a souligné la nécessité de disposer d'une réglementation des changes, qui est à même d'accompagner les entreprises algériennes à l'international. « J'ai toujours dit que la réglementation des changes en Algérie doit se mettre au niveau des standards internationaux mais surtout donner les moyens aux exportateurs algériens, soit les mêmes moyens que les autres pays, voire plus, pour gagner en compétitivité », a-t-il précisé dans sa déclaration au *Jeune Indépendant*.

Le règlement 14-04 de la Banque d'Algérie fixant les conditions de transfert de capitaux à l'étranger au titre de l'investissement à l'étranger par les opérateurs économiques de droit algérien, qui régit donc les conditions d'éligibilité d'une entreprise algérienne pour ouvrir un bureau de représentation ou investir à l'étranger, a été examiné lors de cette réunion, selon les précisions de ce consultant en export, qui dit que ce règlement était trop « rigide ». Selon lui, il est nécessaire de donner des moyens réglementaires aux opérateurs algériens, au même niveau que les autres pays, compte tenu de la rude concurrence, notamment en Afrique. « Nous sommes au début du processus d'exportation, donc, nous avons beaucoup plus de soutien que les autres pays », a-t-il estimé.

L'importance de la présence des entreprises algériennes à l'étranger, principalement dans le Continent africain, a été soulignée par Ali Bey Nasri, qui a indiqué que c'est une démarche adoptée par les autres pays. Il a, dans ce sens, évoqué l'installation de plus de 10 000 entreprises étrangères en Algérie. Il a également cité l'exemple de la Chine, qui a investi 60 milliards de dollars en Afrique. Plus encore, l'objectif d'augmenter le niveau des exportations hors hydrocarbures ne peut se faire sans l'encouragement et le soutien de la présence algérienne à l'international, selon le consultant.

« L'objectif d'atteindre les 30 milliards de dollars d'exportations hors hydrocarbures d'ici à 2030 ne peut être réalisé que par la présence des entreprises algériennes à l'étranger, notamment en Afrique », a-t-il assuré. Il a noté que les propositions formulées vont être raisonnables et garantiront la transparence, l'objectif étant de développer les exportations mais surtout de développer les recettes en devises, et ce à travers le transfert des dividendes, a signalé le consultant, lequel a mis en avant les capacités des entreprises algériennes.

Il convient de noter que cette réunion de concertation qui s'inscrit, selon Ali Bey Nasri, dans le cadre des orientations du président de la République d'aller vers le développement des exportations hors hydrocarbures, a regroupé des acteurs économiques et financiers nationaux.

« Une rencontre de concertation entre les responsables de la Banque d'Algérie et les représentants du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), l'Association nationale des exportateurs algériens (ANEXAL), la Compagnie algérienne de garantie des exportations (CAGEX), des experts ainsi que le représentant de l'Association des banques et établissements financiers (ABEF) s'est tenue pour recenser et prendre en considération les avis des acteurs directement concernés en matière d'exportation », a fait savoir la Banque d'Algérie dans un communiqué.

Cette réunion s'inscrit, selon cette institution financière, « dans une démarche globale d'organisation de séries de rencontres thématiques avec pour objectif, notamment, d'asseoir l'aspect opérationnel dans la mise à niveau des textes d'application, au regard des nouvelles dispositions de la loi monétaire et bancaire ».



Scrutin présidentiel du 7 septembre: Les jalons de la campagne électorale se mettent en place

A moins de dix jours du lancement officiel de la campagne électorale en prévision du scrutin présidentiel anticipé du 7 septembre prochain, les postulants et les partis politiques concernés sont à pied d'œuvre pour animer cette période préélectorale et convaincre leurs électeurs à adhérer à leurs programmes. A ce titre, les prétendants à la magistrature suprême du pays, Youcef Aouchiche du FFS et Abdelaali Hassani Cherif du MSP, ont déjà lancé leur campagne électorale en organisant des rencontres avec les cadres de leurs partis et des conférences de presse pour présenter leurs programmes, dans l'objectif de mobiliser massivement au prochain rendez-vous électoral. Quant au candidat indépendant, Abdelmadjid Tebboune, il a désigné Brahim Merad, ministre de l'Intérieur en exercice, comme directeur de sa campagne électorale, en attendant la présentation publique de son programme dans les jours à venir. S'agissant du FFS, dans une déclaration à la presse après la validation de son dossier de candidature, Youcef Aouchiche a affirmé qu'il portait «un projet national qui vise à convaincre le plus grand nombre d'Algériens et d'Algériennes». Une semaine plus tard, lors de l'installation officielle du directoire national de la campagne électorale, il nommera Djamel Belloul pour le diriger. Pour ce qui est du MSP, il a annoncé avant-hier, en début de soirée, la nomination de Ahmed

Sadok au poste de directeur de campagne de Abdelaali Hassani Cherif, également candidat à la présidentielle du 7 septembre, qui la veille avait présenté son programme électoral intitulé «Opportunité» (Forsa) lors d'une conférence de presse tenue au siège de son parti à Alger. Lequel programme comprend, rappelons-le, cinq priorités, dont «la réforme du système politique, l'établissement d'un partenariat politique, la réalisation d'une réforme constitutionnelle, législative et institutionnelle et l'adoption de l'administration électronique». S'agissant du déploiement de sa campagne électorale, c'est durant la dernière semaine de juillet que le MSP a en fait indiqué qu'il s'attelait à la préparation de sa campagne électorale et du scrutin présidentiel en «réunissant toutes les conditions de créativité, et sensibilisant les électeurs à l'importance de cette élection à travers des tournées», à l'intérieur comme à l'extérieur du pays.

Le FLN et le RND mobilisent leurs bases

Alliés avec et le Front El Moustakbal pour soutenir la candidature du président Abdelmadjid Tebboune, le FLN et le RND ont multiplié ces derniers jours les rencontres et les sorties de proximité pour inviter les citoyens à se rendre en masse vers les urnes et choisir leur candidat. Ainsi, le Bureau politique du FLN qui a tenu une réunion avant-hier, s'est dit prêt à participer à la campagne électorale au profit du candidat Tebboune et à faire réussir l'élection présidentielle du 7 septembre prochain, a indiqué un communiqué de cette formation politique. Son SG, Abdelkrim Benmbarek, soulignant l'importance «d'associer l'ensemble des membres du comité central et des députés du parti à l'opération de mobilisation en prévision des meetings populaires qui seront organisés au niveau des communes et wilayas», a appelé «à ne ménager aucun effort en vue de faire réussir la campagne électorale qui débutera le 15 août et de mobiliser les électeurs pour se rendre en force aux urnes». Pour cela, il a insisté sur l'impératif de «mettre en place une stratégie efficace pour convaincre les citoyens et véhiculer un discours politique à la hauteur de cet évènement». Dans cet esprit, Mustapha Yahy, SG du RND, estimant que «parvenir à la démocratie à travers un processus électoral transparent et intègre, afin de construire, préserver et renforcer les institutions de l'Etat, ne peut être réalisé qu'à travers une forte implication des citoyens dans le processus électoral et en se rendant aux urnes le 7 septembre prochain», a réitéré l'engagement du RND à une participation sérieuse et efficace, en encadrant les différentes étapes restantes du processus électoral, à partir de l'animation de la campagne électorale du candidat Abdelmadjid Tebboune, et la poursuite de la mobilisation de tous les cadres, militants et sympathisants du parti afin de garantir la réussite de cette échéance électorale.

Les préparatifs pour la campagne électorale «vont bon train»

Mohamed Charfi, président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) qui, jeudi dernier avait annoncé la date du 15 août pour le lancement de cette campagne électorale présidentielle, avait quelques jours plus tôt précisé que son institution était «prête à organiser les élections depuis le 8 juin, date de convocation du corps électoral», ajoutant que l'objectif actuel de l'ANIE était «d'améliorer les conditions d'organisation des élections et de moraliser l'action politique». Parallèlement, les acteurs de la société civile ont eux aussi entamé l'organisation à travers les wilayas du pays de rencontres de proximité ciblant particulièrement les jeunes, qui s'étaleront jusqu'à septembre prochain, sur l'importance de la participation à la prochaine élection présidentielle et de se rendre massivement aux urnes. Par ailleurs, outre

la désignation des sites d'affichage au profit des candidats à la présidentielle, des salles de conférences et de spectacles, des maisons de la culture, des maisons de jeunes et des bibliothèques communales, des espaces publics et autres structures, ont d'ores et déjà été affectés à travers le pays, de manière à permettre aux candidats et à leurs représentants d'animer leurs meetings, de bien mener leur campagne électorale, conformément aux procédures en vigueur pour ce type de rendez-vous électoraux.



Banque d'Algérie Une rencontre autour de l'exportation avec les acteurs économiques et financiers.

La Banque d'Algérie a annoncé lundi, dans un communiqué, avoir tenu une rencontre de concertation avec les acteurs économiques et financiers nationaux, permettant de recueillir les différents avis et d'examiner les aspects opérationnels liés à la mise à jour des textes en matière d'exportation. «Une rencontre de concertation entre les responsables de la Banque d'Algérie et les représentants du Conseil du renouveau économique algérien (Crea), l'Association nationale des exportateurs Algériens (Anexal), la Compagnie algérienne de garantie des exportations (Cagex), des experts, ainsi que le représentant de l'Association des banques et établissements financiers (Abef), s'est tenue aujourd'hui pour recenser et prendre en considération les avis des acteurs directement concernés en matière d'exportation», a fait savoir la même source. Cette réunion s'inscrit «dans une démarche globale d'organisation de séries de rencontres thématiques avec pour objectif, notamment, d'asseoir l'aspect opérationnel dans la mise à niveau des textes d'application, au regard des nouvelles dispositions de la loi monétaire et bancaire», souligne-t-on dans le document.



Khenchela : 6000 tonnes de produits hors hydrocarbures exportés

Au premier trimestre de l'année en cours, plus de 6000 tonnes de différents produits ont été exportés à partir de la wilaya de Khenchela. Plus de 90% de ces produits sont du secteur agricole et 10% des produits du bâtiment (du ciment et du rond à béton).

Ces opérations entrent dans le cadre de la promotion des exportations hors hydrocarbure. Des cargaisons de ciment pour une valeur de 8 millions de dollars ont été exportées vers l'Espagne.

Une quantité de 192 tonnes de potiron a été expédiée vers la Tunisie pour une valeur de 31 000 dollars, 50 tonnes d'oignons rouges pour une valeur de 28 000 dollars vers la Mauritanie, 17 tonnes de carottes pour une valeur de 7 800 dollars sont expédiées vers la Mauritanie, 60 tonnes de dattes vers le Bangladesh pour une valeur de 80 000 dollars et 60 tonnes de fer vers la Mauritanie pour une valeur de 60 000 dollars.



Hydrocarbures : Les prix du baril remontent

Les prix du pétrole ont augmenté, ce mardi, compensant les pertes de la veille, à la lumière des inquiétudes concernant une éventuelle récession aux États-Unis qui pourrait nuire à la demande dans les plus grands consommateurs de pétrole dans le monde

Les contrats à terme sur le brut Brent ont augmenté de 25,1 dollars, soit 6,1%, à 55,77 dollars le baril.

Les contrats à terme sur le brut West Texas Intermediate ont augmenté de 35,1 dollars, ou 9,1 %, à 29,74 dollars.



Banque d'Algérie : Concertation avec les acteurs économiques et financiers

La Banque d'Algérie a annoncé, lundi dans un communiqué, avoir tenu une rencontre de concertation avec les acteurs économiques et financiers nationaux, permettant de recueillir les différents avis et d'examiner les aspects opérationnels liés à la mise à jour des textes en matière d'exportation.

«Une rencontre de concertation entre les responsables de la Banque d'Algérie et les représentants du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), l'Association nationale des exportateurs algériens (ANEXAL), la Compagnie algérienne de garantie de exportations (CAGEX), des experts, ainsi que le représentant de l'Association des banques et établissements financiers (ABEF) s'est tenue, aujourd'hui, pour recenser et prendre en considération les avis des acteurs directement concernés en matière d'exportation», a fait savoir la même source. Cette réunion s'inscrit «dans une démarche globale d'organisation de séries de rencontres thématiques avec pour objectif, notamment, d'asseoir l'aspect opérationnel dans la mise à niveau des textes d'application, au regard des nouvelles dispositions de la Loi monétaire et bancaire», a souligné le document.



Le pétrole à plus de 76 dollars

Les prix du pétrole évoluent en légère hausse, mardi, la publication d'un indicateur américain positif rassurant un peu les investisseurs quant à la santé économique américaine et donc la demande, sur fond de risque géopolitique toujours présent.

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en septembre, prenait 0,16% à 76,42 dollars vers 11h10. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, gagnait 0,18%, à 72,33 dollars.

Les cours repartaient en petite hausse avec la publication lundi d'un indicateur sur l'activité dans les services aux Etats-Unis, qui a rebondi au mois de juillet, faisant même légèrement mieux que les marchés ne le prévoient après avoir été en repli le mois précédent. Cet indicateur économique a rassuré les investisseurs, qui redoutaient une entrée des Etats-Unis en récession après la publication vendredi d'un rapport sur l'emploi pour juillet faisant état d'un refroidissement du marché du travail américain plus important qu'anticipé.



8.465 projets d'investissement enregistrés par l'AAPI

8.465 projets d'investissement enregistrés par l'AAPI dont l'«apport dépendra de la réalisation», selon l'économiste Aissam Zemmal.

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) fait part, dernièrement, du recensement de 8.465 projets d'investissement déclarés à travers l'Algérie jusqu'à la fin du mois de juillet dernier. D'une valeur de 3.840 milliards DA, ces programmes vont générer plus de 200.000 postes d'emploi directs. Les projets d'opérateurs étrangers ont atteint le nombre de 154 dont 55 investissements directs étrangers (IDE) et 99 dans le cadre du partenariat.

«Pour l'instant, ces projets ne sont que des chiffres»

D'après l'appréciation de l'expert en intelligence économique, Aissam Zemmal, au sujet du volume et de la valeur de ces projets, ces derniers seront d'un grand apport économique s'ils sont réalisés. «Pour l'instant, ces projets ne sont que des chiffres dont l'impact n'est pas encore vraiment ressenti. Quand ils seront réalisés et apporteront la richesse attendue, et le nombre de postes d'emploi souhaité, nous pourrons dire que les investissements ont sensiblement augmenté», estime-t-il.

Le véritable bilan des investissements que tout opérateur aspire à connaître, assure-t-il, est celui relatif au taux de pourcentage de réalisation de ces projets, et de leur implantation au niveau des zones industrielles, notamment, avant leur lancement effectif. «N'empêche que les statistiques avancées par l'AAPI sont un indice positif, et une bonne nouvelle pour le secteur de l'économie et de l'emploi. Nous espérons que ces projets seront suivis de près», indique-t-il.

Tenir compte aussi de l'aspect démographique

Zemmal s'attend aussi à ce que les investisseurs respectent les délais de réalisation fixés, afin que les usines ou les unités de production contribuent, le plus rapidement possible, à enrichir le marché national dans des domaines phares, tels que l'agroalimentaire, la machinerie industrielle et agricole, l'électroménager...

Des secteurs, précise-t-il, qui sont porteurs en termes de commercialité et de recrutement. Il signale, toujours, qu'il y a plusieurs paramètres à prendre en considération. «Il ne s'agit pas seulement d'identifier les besoins exprimés par les professionnels et les citoyens, mais de prendre en compte également l'aspect démographique, les catastrophes naturelles, la variation des taux de change et des prix de produits ou de services sur les marchés internationaux. Cela permet d'éviter les mauvaises surprises et contribuer à garantir une bonne santé de l'économie nationale», explique-t-il.

«Les IDE sont plus durables»

Zemmal recommande aux investisseurs d'être flexibles dans leurs projets et dans leurs planifications, pour s'adapter à ces différents éléments et atteindre leurs objectifs sans trop d'encombre. Il se dit plus en faveur des investissements étrangers directs que des projets de partenariat. «Les IDE sont plus durables, garantissant richesses et emplois à long terme. Même si l'investisseur est appelé à quitter le pays, l'État prendra la relève et les entreprises ou usines seront gérées par des gestionnaires locaux», souligne-t-il.

Les partenariats conclus avec des opérateurs étrangers, en revanche, prévient-il, dureront un temps limité. «La durabilité de ces partenariats dépend des clauses convenus par les deux parties. La partie algérienne pourra en tirer profit, pour gagner le maximum en savoir-faire et pourra se passer ainsi de son partenaire, s'il ne souhaite pas renouveler le contrat», conclut-il.



بعدها تسبب في ضرب الأمن القومي للبلاد وتدمير العلاقات الثنائية

..هذه أوراق الجزائر لـ"تأديب" ماكرون

بعد التحوّل الذي طرأ على الموقف الفرنسي من قضية الصحراء الغربية، يتطلع المراقبون إلى ردة الفعل الجزائرية وطبيعتها، وذلك استناداً إلى البيان الجزائري شديد اللهجة الذي عُيّن في وقت سابق والذي تم تلخيصه في العبارة الشهيرة "ستستخلص (الجزائر) كافة النتائج والعواقب التي قد تنتج عن هذا القرار الفرنسي وتحمّل الحكومة الفرنسية وحدها المسؤولية الكاملة والتامة عن ذلك".

نبرة التهديد في هذه العبارة واضحة ولا يخطئها أي مراقب، ولكن ما هي الأوراق التي بيد الجزائر والتي يمكنها توظيفها من أجل الاقتصاص من باريس؟ هذا هو السؤال الذي يطرحه أي متابع للعلاقات بين البلدين.

ووفق مصدر دبلوماسي تحدث إلى "الشروق"، فإن هناك الكثير من الأوراق التي يمكن للجزائر أن تلعب عليها لمعاقبة باريس، منها ذات البعد الاقتصادي وتلك المتعلقة بالذاكرة، فضلاً عن أخرى لها علاقة بالبعد الهوياتي والتي لا تقل أهمية وخطورة في نظر الفرنسيين من الورقتين السابقتين.

ومن دون أن تستعجل الجزائر قرار الرد، فإن أولى الأوراق الجاهزة، فهي ما تعلق بالماضي الاستعماري لباريس في الجزائر، وبالأخص ورقة تجريم الاستعمار، التي تم استحضارها في كل مرة، غير أن حصول توافقات في آخر لحظة، يتم تأجيلها إلى حينها، ويبدو أن اللحظة الحاسمة قد حانت هذه المرة لتفعيلها من دون تردد.

ومن هذا المنطلق، لا يستبعد أن يشهد البرلمان بغرفتيه تفعيل مقترح مشروع القانون المتعلق بتجريم ممارسات الاستعمار الفرنسي في الجزائر، وبراى المصدر الدبلوماسي، فإن الأسباب التي حالت في وقت سابق دون المضي في هذا المشروع، لم تعد قائمة، ولا سيما بعد ما قرر الرئيس الفرنسي، إيمانويل ماكرون، الذهاب بعيدا في استهداف المصالح الجزائرية وضرب الأمن القومي للبلاد، بإعطاء "ما لا يملك لمن لا يستحق"، وفق المثل الذي استعمله وزير الخارجية أحمد عطف.

ويشكل تجريم الاستعمار الفرنسي في الجزائر بنص قانوني خارطة طريق معبدة لمسار طويل ستسلكه بقية الدول الإفريقية وغير الإفريقية التي عانت من ويلات وقهر وإجرام الدولة الفرنسية في القرن العشرين وما قبله، لاسيما وأن بذور العداوة للنفوذ الفرنسي في القارة الإفريقية قد نمت بشكل غير مسبوق، فقد اجتث الوجود الفرنسي في منطقة الساحل بشكل مثير، في كل من مالي والنيجر وتشاد وبوركينا فاسو، في انتظار البقية.

وتتمثل النقطة الثانية برأى المصدر الدبلوماسي، في مطالبة فرنسا بتخليص مناطق التفجيرات النووية في جنوب الجزائر من النفايات الكيميائية والإشعاعات النووية، وتعويض الجزائر ماديا عن الأضرار التي سببتها تلك التفجيرات، وكذا المواطنين الجزائريين الذين أصيبوا بأمراض مميتة بسبب ذلك، وتمكين ذوي الموتى من تلك الحقوق، ولو تطلب الأمر رفع هذه القضية إلى هيئة الأمم المتحدة لإحراج باريس أمام المجموعة الدولية والكشف عن وجهها القبيح، المزين بمساحيق شعارات الثورة الفرنسية التي لم تعد لها قيمة على أرض الواقع بالنظر لممارسات ماضيها الاستعماري الحافل بحروب الإبادة والجرائم ضد الإنسانية.

ومن بين الأوراق التي لا يستبعد اللجوء إليها أيضا، ورقة النفط والغاز بأسعار تفضيلية. وإن تعتبر فرنسا زبونا صغيرا للجزائر في مجال الغاز مقارنة بكل من إسبانيا وإيطاليا لاعتمادها الكبير على الطاقة النووية، فقد سعت جاهدة خلال السنتين الأخيرتين إلى الرفع من واردات الغاز الجزائري بنسب تقترب من المائة بالمائة، إلا أن هذا الهدف قد لا يتحقق بعد الموقف الفرنسي الأخير من القضية الصحراوية.

وتعتبر فرنسا أكبر الدول المستوردة للنفط الجزائري خلال النصف الأول من السنة الجارية، بمعدل يصل إلى 75 ألف برميل يوميا، مقابل 72 ألف برميل يوميا خلال المدة المقابلة من 2023، مقابل ما معدله 81 ألف برميل يوميا. كما لا يستبعد أن تتوقف مشاريع التعاون في مجال الطاقة بين البلدين، من خلال الشراكة بين "سوناطراك" الجزائرية و"إنرجي" الفرنسية.

وبالإضافة إلى ذلك، تبقى قضية الهجرة من بين الملفات التي ستضغط بها الجزائر على

فرنسا، وكذا التضييق على الواردات الفرنسية، مثل المواد الغذائية والمنتجات الصناعية، غير أنه وبالمقابل سيحاول الطرف الفرنسي أيضا لعب ورقة مراجعة اتفاقية 1968، وكذا ملف التأشيرة، وهي ملفات تنطوي على حساسية، لكنها لا ترقى إلى قوة الملفات الجزائرية، برأي المصدر ذاته.

الشروق
إخبارية وطنية

حافظ بنك الجزائر يفتح الملف مع "مجلس التجديد" وجمعية المصدرين

هكذا سيتم الترخيص بفتح غرف العرض وخدمات ما بعد البيع في الخارج

تلقت الجمعية الوطنية للمصدرين الجزائريين ومتعاملون اقتصاديون من مجلس التجديد الاقتصادي الجزائري وعودا من طرف محافظ بنك الجزائر، صلاح الدين طالب، تؤكد الترخيص بفتح غرف عرض خارج التراب الوطني للمتعاملين الجزائريين، ومباشرة خدمات ما بعد البيع للمصدرين على مستوى الأسواق الأجنبية قريبا، وذلك تنفيذا لتوصيات رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون خلال حفل تسليم جائزة رئيس الجمهورية لأحسن مصدر بتاريخ 25 جويلية المنصرم.

وقال رئيس الجمعية الوطنية للمصدرين الجزائريين طارق بولمرقة في إفادة لـ"الشروق" إن الجمعية حضرت الاجتماع الذي عقده محافظ بنك الجزائر صلاح الدين طالب والذي ضم متعاملين اقتصاديين وممثلي بنك الجزائر لمناقشة ملف التصدير والتسهيلات التي سيتم منحها في هذا الإطار ووعده بتوفير كل الظروف لتمكين المصدرين الجزائريين من فتح نقاط بيع وغرف عرض بالخارج، تضمن توفير خدمات ما بعد البيع لزبائنهم في الأسواق الأجنبية، مشددا على أن الإجراء لن يشمل التجهيزات الكهرومنزلية فقط، وإنما كل المنتجات الجزائرية المصدرة للخارج، وهو ما سيتيح كسب زبائن جدد وأسواق إضافية ورفع نسبة الصادرات خارج المحروقات.

وحول الكيفية التي سيتم الترخيص من خلالها بفتح نقاط بيع بالخارج، شدد بولمرقة على أن محافظ بنك الجزائر أبلغهم أن العملية ستتم عبر استحداث دفتر شروط ينظم نشاط المتعاملين بمجموعة من الأعباء، وإيداع ملف من طرف المعنيين لدى السلطات المنظمة للعملية، مشيرا إلى أن قانون المالية للسنة المقبلة أي قانون المالية لسنة 2025 سيرصد إجراءات في هذا المجال، كما سيتم تحيين هذه الإجراءات مع القانون النقدي والمصرفي الجديد وتحديث تلك التي تضمنها القانون رقم 04/14.

وشدد بولمرقة على أن هذه العملية ستمس التجهيزات الكهرومنزلية والإلكترونية التي تظل بحاجة لضمان خدمات ما بعد البيع في الخارج، وتصدير قطع الغيار وأيضا المنتجات الغذائية التي ستستفيد من نقاط بيع في الخارج توسع الطلب عليها، خاصة الخضار والفواكه الجزائرية التي باتت اليوم مطلوبة بقوة على مستوى الأسواق الأوروبية والآسيوية والإفريقية والعربية.

وتوقع المتحدث أن تتجاوز الصادرات الجزائرية خلال المرحلة المقبلة 7 مليار دولار التي تم إحرازها سنة 2023، مع برنامج لولوج منتجات جزائرية جديدة عالم التصدير تتعلق بالسلع الغذائية ومواد البناء أيضا.

ويقول رئيس الجمعية الوطنية للمصدرين إنه تمت مناقشة أيضا إمكانية رفع العراقيل والعقوبات القضائية عن المصدرين في حال الخطأ، وتعهد محافظ بنك الجزائر بدراسة هذه النقطة وإبلاغها أهمية قصوى مع العمل على منح كل التسهيلات للمصدر الجزائري الذي يعد سفير المنتج الجزائري بالخارج.

وبخصوص عراقيل قطاع النقل، تحدث عن برنامج لعقد لقاء قريب مع مسؤولي قطاع النقل، على رأسهم وزير النقل، لمناقشة إمكانية توفير ناقلات بحرية وجوية لتصدير المنتج الجزائري للأسواق العالمية، وهو ما سيساهم بشكل ملحوظ في رفع الصادرات خارج المحروقات.

ونشر بنك الجزائر بيانا على موقعه الإلكتروني الرسمي بشأن لقاء التشاور، الذي عقد أول أمس والجمعية (CREA) الاثنتين، بين مسؤولي بنك الجزائر وممثلي مجلس تجديد الاقتصادي الجزائري والشركة الجزائرية لتأمين وضمان الصادرات (ANEXAL) الوطنية للمصدرين الجزائريين، لتحديد وأخذ بعين الاعتبار (ABEF) وخبراء وممثلي جمعية البنوك والمؤسسات المالية (CAGEX) آراء الجهات المعنية مباشرة بشؤون التصدير.

ويندرج هذا الاجتماع في إطار مقارنة شاملة لتنظيم سلسلة من الاجتماعات المواضيعية تهدف بشكل خاص إلى ضمان الجانب التنفيذي في تحديث النصوص، في ضوء الأحكام الجديدة للقانون النقدي والمصرفي.